

# Accumulation par dépossession

David Harvey • Octobre 2003

Initialement édité par [Oxford University Press](#), sous le titre "Accumulation by Dispossession" du livre « *The New Imperialism* » en octobre 2003, traduction inédite réalisée par le groupe de lecture.

\*\*\*

## Les luttes à propos de l'accumulation par dépossession

L'accumulation primitive, telle que décrite par Marx, impliquait toute une série de luttes violentes et sporadiques. La naissance du capital n'a pas été une affaire pacifique : elle a été écrite dans l'histoire du monde « en lettres de sang et de feu » (Marx). Christopher Hill rapporte en détail dans *Le Monde à l'envers* comment ces luttes ont pris corps dans la Grande-Bretagne du dix-septième siècle, tandis que les assauts du pouvoir privé et de la grande propriété terrienne s'affrontaient de façon répétée à des mouvements populaires aussi nombreux que divers qui rejetaient le capitalisme et la privatisation, aspirant à des formes d'organisation sociales et communales radicalement différentes<sup>1</sup>. À notre époque, l'accumulation par dépossession génère des luttes politiques et sociales, de même que de vastes espaces de résistance. Nombre d'entre eux forment ainsi le noyau d'un mouvement anti- ou altermondialiste diversifié, apparemment embryonnaire, mais très étendu. La fermentation des idées alternatives au sein de ces mouvements rappelle celle générée par des perturbations analogues des modes de vie et des relations sociales à d'autres périodes historiques (par exemple, 1640-1680 en Grande-Bretagne et 1830-1848 en France). L'accent mis par ces mouvements sur la « défense du bien commun » témoigne pourtant de continuités profondes avec des luttes beaucoup plus anciennes.

Ces confrontations recèlent cependant de sérieuses difficultés d'interprétation et d'analyse. Selon un vieil adage, on ne fait pas d'omelette sans casser des œufs et la naissance du capitalisme a supposé d'intenses et souvent violentes poussées de destruction créatrice. En dépit d'une violence de classe abjecte, la destruction des relations féodales, la libération d'énergies créatrices, l'ouverture de la société à des courants forts d'innovation technologique et organisationnelle, le remplacement d'un monde tributaire de la superstition et de l'ignorance par un monde fondé sur la connaissance scientifique et capable de libérer l'homme de la pénurie et des besoins matériels ont représenté autant d'aspects positifs. De ce point de vue, on pourrait dire

---

<sup>1</sup> C. Hill, *Le Monde à l'envers*, « Critique de la politique », Payot, Paris, 1977.

que l'accumulation primitive a été une étape nécessaire, bien qu'effroyable, par laquelle l'ordre social a dû passer pour arriver à un stade où le capitalisme soit envisageable, comme toute alternative socialiste d'ailleurs. Marx (contrairement aux anarchistes comme Reclus et Kropotkine et aux partisans d'un socialisme à la William Morris) n'accorda pratiquement aucune valeur aux formes sociales détruites par l'accumulation primitive. Il ne défendit pas non plus la perpétuation du *statu quo*, encore moins le retour à des relations sociales et à des formes productives précapitalistes. Il adopta le point de vue selon lequel il y avait quelque chose de progressiste dans le développement capitaliste, et que cela restait vrai de l'impérialisme britannique en Inde (une position qui n'a pas suscité un grand respect au sein des mouvements anti-impérialistes de l'après Seconde Guerre mondiale, comme le montre la réception glaciale du livre de Bill Warren sur l'impérialisme comme pionnier du capitalisme)<sup>2</sup>.

Cette question revêt une importance cruciale pour toute évaluation politique des pratiques impérialistes contemporaines. Tandis que les niveaux d'exploitation de la force de travail dans les pays en voie de développement sont indubitablement élevés et que de nombreux cas de pratiques abusives peuvent être mis en évidence, les comptes-rendus ethnographiques des transformations sociales imposées par les investissements directs étrangers, le développement industriel et les systèmes de production *offshore* dans différentes parties du monde témoignent d'une histoire beaucoup plus complexe. Dans certains cas, la position des femmes, qui fournissent l'essentiel de la force de travail, a changé de façon significative, quand elle ne s'est pas améliorée.

Placés devant le choix entre un travail industriel harassant et le retour à la misère rurale, la plupart des nouveaux prolétaires semblent exprimer une nette préférence pour la première option. Dans d'autres cas, grâce à un rapport de forces de classe suffisant, il leur a été possible de conquérir de réelles améliorations matérielles du niveau de vie et d'accéder à une existence bien supérieure aux conditions dégradées de la vie rurale antérieure. En Indonésie, on peut par exemple se demander aujourd'hui si le problème vient plutôt de l'impact de l'industrialisation capitaliste effrénée des années 1980 et 1990 sur les modes de vie, ou de la dévaluation et de la désindustrialisation provoquées par la crise financière de 1997-1998, qui a détruit une bonne partie de ce que l'industrialisation avait accompli. Quel est donc le problème le plus sérieux : l'importation et l'enracinement de l'accumulation du capital par la reproduction élargie dans l'économie indonésienne ou la perturbation totale de cette activité par l'accumulation par dépossession ? Bien qu'il soit évidemment avéré que le second est le corollaire logique du premier, et que la prolétarianisation très rapide de populations

---

<sup>2</sup> Concernant la position de Marx sur l'Inde, voir le recueil K. Marx et F. Engels, *On Colonialism*, International Publishers, New York, 1972 : B. Warren, *Imperialism: Pioneer of Capitalism*, Verso, Londres, 1981.

entières (parfois par la violence), puis leur rejet en tant que bras superflus représentent la véritable tragédie, il est aussi plausible que le second pas ait causé beaucoup plus de tort aux espoirs à long terme, aux aspirations et aux opportunités de la masse de la population appauvrie que le premier, cela implique que l'accumulation primitive qui ouvre un chemin vers la reproduction élargie est une chose, et que l'accumulation par dépossession qui perturbe et détruit le chemin déjà ouvert en est une autre.

Reconnaître que l'accumulation primitive peut être le précurseur nécessaire de changements plus positifs pose toute la question de la politique de dépossession sous le socialisme. Dans la tradition révolutionnaire marxiste/communiste, il a souvent été réputé nécessaire d'organiser l'équivalent d'une accumulation primitive pour mettre en place des programmes de modernisation dans les pays n'ayant pas été exposés au développement capitaliste. Cela a conduit parfois à des niveaux identiques de violence odieuse, à l'exemple de la collectivisation forcée de l'agriculture en Union soviétique (l'élimination des koulaks), mais aussi en Chine et en Europe de l'Est. Ces politiques n'ont pas donné de grandes réussites et ont suscité des résistances politiques qui, dans certains cas, ont été impitoyablement écrasées. Partout où elle a été mise en œuvre, cette approche a généré ses propres travers. Les problèmes des sandinistes avec les Indiens Mosquitos de la côte atlantique du Nicaragua, alors qu'ils planifiaient le développement socialiste dans cette région, ont produit un cheval de Troie grâce auquel la CIA a pu monter l'offensive victorieuse de la Contra<sup>3</sup> contre la révolution.

Par conséquent, alors que les luttes contre l'accumulation primitive pouvaient faire croître le mécontentement en faveur des mouvements contestataires, y compris de ceux issus de la paysannerie, le but des politiques socialistes n'était pas de protéger l'ordre ancien, mais d'attaquer directement les relations de classe et les formes de pouvoir étatique qui tentaient de le transformer pour arriver à une configuration totalement différente des relations de classe et du pouvoir étatique. Cette idée était essentielle aux yeux des nombreux mouvements révolutionnaires qui ont ébranlé les pays en voie de développement après la Seconde Guerre mondiale. Ils se sont battus contre l'impérialisme capitaliste, mais l'ont fait au nom d'une modernité alternative plutôt qu'en défense de la tradition. Ce faisant, ils se sont souvent trouvés opposés à – et combattus par – ceux qui cherchaient à protéger, voire à revitaliser les systèmes de production, les normes culturelles et les relations sociales traditionnels.

Les mouvements opposés à l'accumulation par dépossession n'ont pas nécessairement apprécié d'être cooptés par le développementalisme socialiste. La

---

<sup>3</sup> NDT : Les *contras* étaient des groupes paramilitaires soutenus par les États-Unis dans les années 1980 pour déstabiliser le gouvernement sandiniste du Nicaragua issu d'une révolution populaire contre la dictature de Somoza. Les Sandinistes avaient notamment entrepris une réforme agraire. Leur financement, au cœur du scandale de l'Irangate, illustre les logiques impérialistes américaines visant à écraser les mouvements révolutionnaires en Amérique latine.

gauche traditionnelle avait de plus en plus de mal à revendiquer une position de leadership, plutôt qu'une domination par la contrainte sur ces mouvements sociaux, en raison des succès mitigés de l'alternative socialiste (les performances initiales de Cuba dans les domaines de la santé, de l'éducation et de l'agronomie ont fait référence au début avant de perdre leur attrait par la suite) et du climat de répression orchestré par les politiques de la Guerre froide.

Ces mouvements ont généralement suivi une orientation politique différente, parfois assez hostile aux politiques socialistes; dans certains cas, pour des motifs idéologiques, mais dans d'autres, pour des raisons pragmatiques ou organisationnelles liées à la nature même - passée et présente de ces luttes. Tout d'abord, leur diversité était et demeure tout simplement impressionnante. Il est ainsi difficile d'imaginer des connexions entre elles. Les combats du peuple ogoni contre la déprédation de ses terres par la compagnie Shell ; les longues luttes contre les projets de construction de barrages soutenus par la Banque mondiale en Inde et en Amérique latine; les mouvements paysans contre la biopiraterie ; les mobilisations contre les OGM et pour l'authenticité des systèmes de production locaux ; les luttes pour préserver l'accès des populations indigènes aux réserves boisées et pour limiter les activités des compagnies d'exploitation forestières ; les mobilisations politiques contre la privatisation; les mouvements pour les droits des travailleurs ou des femmes dans les pays en voie de développement; les campagnes pour protéger la biodiversité et empêcher la destruction des écosystèmes; les mouvements paysans revendiquant l'accès à la terre; les mobilisations contre la construction d'aéroports et d'autoroutes; les centaines - littéralement - de protestations contre les programmes d'austérité imposés par le FMI, etc. Voilà autant de luttes qui participent d'un ensemble volatile de mouvements de contestation qui opère partout dans le monde et qui a de plus en plus attiré l'attention prépondérante des médias depuis les années 1980<sup>4</sup>. Ces mouvements et révoltes ont été souvent réprimés avec une violence extrême, principalement par des forces étatiques agissant au nom de l'« ordre et de la stabilité ». Des États clients disposant d'un soutien militaire ou, dans certains cas, de forces spéciales entraînées par les principaux appareils militaires (menés par les États-Unis, avec la Grande-Bretagne et la France en seconde position) ont joué un rôle de premier plan dans un système de répression et d'assassinats visant à mettre impitoyablement un terme aux mouvements militants qui défiaient les processus d'accumulation par dépossession.

A ce tableau complexe, il faut encore ajouter la prolifération extraordinaire d'ONG internationales, en particulier après les années 1970, travaillant pour la plupart sur des questions spécifiques (l'environnement, le statut des femmes, les droits civiques, les

---

<sup>4</sup> B. Gills (sous la dir. de), *Globalization and the Politics of Resistance*, Palgrave, New York, 2001, est un excellent recueil reflétant une partie de cette diversité.

droits des travailleurs, l'élimination de la pauvreté et d'autres sujets semblables). Alors que certaines de ces ONG occidentales sont issues de traditions religieuses et humanistes, d'autres ont été mises sur pied au nom du combat contre la pauvreté, financées par des groupes qui visaient assidument à généraliser les relations marchandes. Il est difficile de ne pas se sentir submergé par la multiplicité et la diversité des enjeux ou l'éventail des objectifs de ces mouvements. Une activiste comme Arundhati Roy conclut ainsi: « Ce qui arrive à notre monde est presque trop colossal pour l'entendement humain. C'est en tous cas une chose terrible, vraiment terrible. Il est impossible tout à la fois d'en contempler l'étendue et le pourtour, de tenter de le définir, d'éprouver et de combattre tous ses aspects. On ne peut lutter contre cela qu'en menant des guerres spécifiques avec des moyens spécifiques<sup>5</sup>. »

Ceci dit, ces mouvements ne sont pas simplement désordonnés. Ils présentent souvent des contradictions internes lorsque, par exemple, des populations indigènes revendiquent leurs droits ancestraux sur des espaces que les groupes écologistes pensent crucial de fermer pour en protéger la biodiversité, empêchant ainsi la destruction d'écosystèmes. Et en partie à cause des conditions spécifiques qui donnent naissance à de tels mouvements, leur orientation politique et leurs modes d'organisation sont très différents de ceux qui ont convergé au sein du processus de reproduction élargie. L'insurrection zapatiste, par exemple, n'a pas cherché à prendre le pouvoir d'État ou à mener une révolution politique. Elle a plutôt tenté de développer une politique plus inclusive afin de travailler avec l'ensemble de la société civile à une quête plus ouverte et fluide d'alternatives qui prendraient en compte les besoins spécifiques des divers groupes sociaux pour leur permettre ainsi d'améliorer leur sort. Au niveau organisationnel, elle a eu tendance à éviter l'avant-gardisme et à refuser d'assumer la forme d'un parti politique. Elle a préféré plutôt demeurer un mouvement social dans le cadre de l'État, tentant de former un bloc de pouvoir politique dans lequel les cultures indigènes seraient centrales plutôt que marginales. Elle a donc visé à mener à bien une sorte de révolution passive au sein de la logique territoriale du pouvoir, régie par l'appareil d'État mexicain<sup>6</sup>.

*In toto*, l'effet de tous ces mouvements a été de reconfigurer le terrain de l'organisation politique, qui a pris ses distances par rapport aux partis et aux formes d'organisation ouvriers traditionnels, pour aller vers quelque chose tendant à susciter une dynamique politique d'action sociale globalement moins polarisée, qui traverse l'ensemble de la société civile. Ce que ce mouvement a perdu en termes de précision, il l'a gagné en termes de pertinence et d'enracinement dans la dynamique politique de la

---

<sup>5</sup> Roy, *Power Politics...*, p. 86.

<sup>6</sup> Nash. *Mayan Visions...*; A. Morton, « Mexico, Neoliberal Restructuring and the EZLN: A Neo-Gramscian Analysis », in Gills (sous la dir. de), *Globalization....* pp. 255-79.

vie quotidienne. Il a tiré sa force de cet enracinement, même s'il lui a été par là souvent difficile de s'élever au-dessus du local et du particulier pour saisir les enjeux macro-politiques - actuels et passés - du processus d'accumulation par dépossession. Il serait cependant dangereux de considérer toutes ces luttes contre la dépossession comme « progressistes » par définition ou, pire encore, de les placer sous une bannière prétendument homogénéisante, comme la « multitude » de Hardt et de Negri, supposée se lever mystérieusement pour reprendre possession de la planète<sup>7</sup>. Selon moi, c'est ici que réside la véritable difficulté politique. Car, si Marx n'a que partiellement raison lorsqu'il soutient qu'il peut y avoir parfois quelque chose de progressiste dans l'accumulation primitive, que pour faire une omelette il faut bien casser quelques œufs, nous ne pouvons éviter de nous confronter à des choix difficiles. Ce sont à de tels choix que le mouvement anti- ou altermondialiste fait face aujourd'hui et qui menacent de le faire éclater, en dépit de l'espoir dont il est vraisemblablement porteur pour les luttes anticapitalistes et anti-impérialistes. Voyons plutôt.

## **Les deux faces de la lutte : anticapitalisme et anti-impérialisme**

Le point de vue classique de la gauche marxiste/socialiste était que le prolétariat, défini comme l'ensemble des travailleurs salariés privés d'accès aux - ou de la propriété des - moyens de production, était l'agent clé des changements historiques. La contradiction fondamentale se situait entre le capital et le travail, dans et autour des lieux de production. Les principaux instruments d'organisation dont disposait la classe ouvrière étaient les syndicats et les partis politiques, dont le but était de s'emparer du pouvoir d'Etat afin de réguler ou de supplanter la domination de la classe capitaliste. L'accent était placé, par conséquent, sur les rapports et les luttes de classes dans le champ de l'accumulation du capital, entendu comme le processus de reproduction élargie. Toutes les autres formes de lutte étaient perçues comme subordonnées, secondaires, voire réputées marginales ou sans importance. Beaucoup de nuances et de variations ont été bien sûr proposées sur ce thème, mais elles tournaient toutes autour de l'idée que le prolétariat était l'unique acteur de la transformation historique. Les luttes menées dans cette perspective ont été extrêmement fructueuses durant la majeure partie du vingtième siècle, en particulier dans les pays capitalistes développés. Certes, des transformations révolutionnaires ne se sont pas produites, mais la puissance croissante des organisations et des partis ouvriers a conduit à des améliorations considérables du niveau de vie matériel ainsi qu'à l'institutionnalisation d'un large éventail de protections sociales. Les États providences sociaux-démocrates qui se sont affirmés, en particulier en Europe de l'Ouest et en Scandinavie, pouvaient être considérés, en dépit de leurs limites et difficultés intrinsèques, comme des modèles de développement progressiste.

---

<sup>7</sup> Hardt et Negri, *Empire...*

Et ils n'auraient pas vu le jour sans des organisations prolétariennes déterminées, agissant dans le cadre du processus de reproduction élargie au sein de l'État nation. Je pense qu'il est important de reconnaître la portée de ce qui a été accompli.

Une telle opiniâtreté a été productive, mais elle s'est affirmée au prix d'innombrables exclusions. Les tentatives d'intégrer, par exemple, des mouvements sociaux urbains aux objectifs de la gauche ont globalement échoué sauf, bien sûr, dans les parties du monde où les mouvements communautaires dominaient. Les idées et les pratiques émanant du lieu de travail et du site de production ont déterminé les enjeux politiques du milieu de vie. Des mouvements sociaux comme le féminisme et l'écologisme sont restés en dehors du périmètre de la gauche traditionnelle. Et la relation entre les luttes intérieures pour le progrès social et les poussées vers l'extérieur caractéristiques de l'impérialisme avait tendance à être ignorée (avec le résultat qu'une bonne partie du mouvement ouvrier des pays capitalistes avancés est tombée dans le piège de se comporter comme une aristocratie ouvrière préoccupée par la préservation de ses propres privilèges, grâce à l'impérialisme, si nécessaire). Les luttes contre l'accumulation par dépossession n'étaient investies d'aucune signification. Cette concentration exclusive d'une fraction importante de la gauche d'inspiration marxiste et communiste sur les luttes prolétariennes, à l'exclusion de tout le reste, a été une erreur fatale. En effet, si les deux formes de lutte sont organiquement liées au sein de la géographie historique du capitalisme, la gauche ne privait pas seulement d'une partie de ses forces, mais affaiblissait aussi son potentiel analytique et programmatique en ignorant totalement l'une des faces de cette dualité.

Dans la dynamique prolongée de la lutte des classes qui fait suite à la crise de 1973, les mouvements ouvriers ont partout été réduits à une posture défensive. Tandis que leurs luttes ont connu un développement très inégal (en fonction du potentiel de résistance), la capacité de ces mouvements à infléchir la trajectoire du développement capitaliste mondial a généralement décru. L'expansion rapide de la production en Asie orientale et du Sud-Est a pris corps dans un monde où, à la seule exception de la Corée du Sud, des mouvements syndicaux indépendants (non corporatistes) étaient soit inexistantes soit vigoureusement réprimés, et où le communisme et le socialisme en tant que mouvements politiques avaient été violemment anéantis (le bain de sang indonésien de 1965 en a été l'exemple le plus brutal, lorsque Suharto a renversé Sukarno, provoquant la mort de peut-être un million de personnes). Ailleurs aussi, que ce soit en l'Amérique Latine, en Europe ou en Amérique du Nord, la montée en puissance du capital financier, la libéralisation du commerce et la mise au pas des États par les flux transfrontaliers sur un marché des capitaux libéralisé ont rendu les formes traditionnelles d'organisation du travail moins pertinentes et, de ce fait, moins efficaces. Des mouvements révolutionnaires, et même réformistes (comme au Chili sous Allende), ont été violemment réprimés par la force militaire.

Pourtant, la difficulté extrême à maintenir la reproduction élargie dans la durée va favoriser de plus en plus le processus d'accumulation par dépossession, tandis que les formes d'organisation développées pour lutter dans le cadre de la première se révèlent peu adéquates à combattre la seconde. En généralisant crûment, les formes d'organisation politique de gauche mises en place durant la période 1945-1973, lorsque la reproduction élargie était en plein essor, se révèlent inappropriées au monde d'après 1973, dès lors que l'accumulation par dépossession a conquis le devant de la scène en tant que contradiction principale au sein de l'organisation impérialiste de l'accumulation du capital.

De là, l'essor d'un nouveau type de politique de résistance, armé en fin de compte d'une autre vision alternative que le socialisme ou le communisme. Cette distinction a été reconnue très tôt, notamment par Samir Amin, en particulier en ce qui concerne les luttes dans ce qu'il désigne comme les zones périphériques du capitalisme : « Le développement inégal, immanent à l'expansion capitaliste, a mis à l'ordre du jour de l'histoire un autre type de révolution, celui des peuples (non celui de classes spécifiques) de la périphérie. Cette révolution est anticapitaliste en ce sens qu'elle est contre le développement capitaliste réellement existant, parce qu'il est intolérable pour ces peuples. Mais cela ne signifie pas que ces révolutions anticapitalistes soient socialistes... Par la force des circonstances, elles ont une nature complexe. L'expression de leurs contradictions spécifiques et nouvelles, qui n'avait pas été imaginée dans la perspective classique de la transition socialiste conçue par Marx, donne aux régimes post-capitalistes leur contenu réel, soit celui d'une construction nationale populaire dans laquelle les trois tendances du socialisme, du capitalisme et de l'étatisme se combinent et s'opposent. Malheureusement - poursuit Amin -, beaucoup de mouvements contemporains « se nourrissent de la révolte populaire spontanée contre les conditions inacceptables créées par le capitalisme périphérique; ils n'ont cependant pas encore réussi à porter en avant la double révolution qui fait coïncider modernité et affranchissement populaire; par conséquent, leur dimension fondamentale, s'alimentant d'une mythologie rétrograde, continue de s'exprimer dans un langage dans lequel la préoccupation métaphysique domine totalement l'ensemble de la vision sociale<sup>8</sup>. »

Je ne crois pas que l'accumulation par dépossession concerne exclusivement la périphérie, même s'il est certain qu'une partie de ses manifestations les plus cruelles et inhumaines se fait jour dans les régions les plus vulnérables et déçues, du fait du développement géographique inégal.

---

<sup>8</sup> S. Amin, « Social Movements at the Periphery », in P. Wignaraja (sous la dir. de), *New Social Movements in the South: Empowering the People*, Zed Books, Londres, 1993, p. 95. Cet ouvrage collectif contient plusieurs textes qui développent des réflexions pénétrantes sur ces questions.

Ceci dit, des luttes contre la dépossession se déroulent à différents niveaux. Beaucoup sont locales, d'autres régionales et d'autres encore globales, si bien que la maîtrise de l'appareil d'État - l'objectif premier des mouvements socialistes et communistes traditionnels - semble de moins en moins pertinente. Lorsque ce changement de perspective se conjugue avec un sentiment de désillusion croissant vis-à-vis des résultats atteints par le développementalisme socialiste, alors les raisons de chercher une orientation politique alternative semblent plus importantes encore. Comme Amin le fait remarquer, les cibles et les objectifs de ces luttes balayent aussi un vaste spectre, qui est lui-même largement fonction des formes naissantes, fragmentaires et contingentes prises par l'accumulation par dépossession. Destruction de l'environnement, privatisation des services, expulsions des paysans de leurs terres, biopiraterie - chacune de ces formes suscite sa propre dynamique. D'où une tendance à se tourner vers des modalités d'organisation ad hoc plus flexibles qui peuvent être développées au sein de la société civile pour répondre aux besoins de ces mobilisations. Le champ complet de la lutte anticapitaliste, anti-impérialiste et anti-mondialisation a été ainsi reconfiguré et une dynamique politique très différente s'est enclenchée.

De nombreux commentateurs ont taxé de « postmodernes » ces nouveaux mouvements aux qualités particulières. C'est ainsi que la rébellion zapatiste a été souvent caractérisée. Bien que les descriptions de tels mouvements aient été indubitablement correctes, le terme « postmoderne » est malheureux. Il peut paraître ridicule de chercher querelle sur un mot, mais ses connotations essentielles sont importantes. Pour commencer, une certaine difficulté découle de la périodisation et de la connotation historique inhérentes au préfixe « post ». Comme déjà indiqué, la géographie historique du capitalisme a connu de nombreux épisodes d'accumulation primitive et d'accumulation par dépossession. L'ouvrage d'Eric Wolf, *Peasant Wars of the Twentieth Century*, étudie de façon comparative l'une des dimensions de ces luttes sans avoir jamais recours au concept de postmodernité. Il est ainsi assez surprenant de voir June Nash, dont les descriptions de l'évolution de la situation au Chiapas fournissent un document probant de nature exemplaire, accepter de taxer le mouvement zapatiste - passé et présent - de « postmoderne », alors qu'il est certainement plus logique de l'envisager dans la continuité d'une longue série de combats du même type des populations indigènes et paysannes, contre la mainmise de l'impérialisme capitaliste et la menace constante de se voir dépossédées de tout actif qu'elles contrôlent par l'action de l'État. Dans le cas des zapatistes, je pense qu'il est particulièrement significatif que la lutte se soit d'abord développée dans les basses terres forestières, où des éléments indigènes déracinés ont bâti une alliance avec des *mestizos*<sup>9</sup> sur la base de leur appauvrissement mutuel et de leur exclusion systématique de tout bénéfice des activités

---

<sup>9</sup> *Mestizos* : ce mot signifie « métis », c'est-à-dire d'ascendance européenne et autochtone. Cependant, au Mexique, ce terme renvoie à tous les individus qui ne parlent pas une langue autochtone, y compris les personnes d'ascendance entièrement européenne, africaine, asiatique ou même autochtone.

extractives (en particulier du pétrole et du bois) de la région qu'ils habitaient. Le fait que ce mouvement ait été décrit par la suite comme porté exclusivement par les « peuples indigènes » a sans doute plus à voir avec une tentative de le légitimer par rapport à la clause de la constitution mexicaine qui protège les droits des indigènes qu'avec une description réelle de ses origines<sup>10</sup>.

Pourtant, de même que le rejet du « lien organique » entre accumulation par dépossession et reproduction élargie a affaibli et limité la vision de la gauche traditionnelle, le recours au concept de lutte postmoderne a le même impact sur les nouveaux mouvements émergents contre l'accumulation par dépossession. L'hostilité entre les deux courants de pensée et les deux styles d'organisation est déjà assez évidente au sein du mouvement altermondialiste. Une aile entière de celui-ci considère la lutte pour le contrôle de l'appareil d'État, non seulement comme hors de propos, mais aussi comme illusoire et faisant diversion. Selon elle, la réponse réside toujours au niveau local<sup>11</sup>. De la même manière, elle a tendance à rejeter le mouvement syndical comme une forme organisationnelle fermée, moderniste, réactionnaire et oppressive, qui doit être dépassée par les formes postmodernes du mouvement social, plus fluides et plus ouvertes. Par exemple, les mouvements syndicaux naissants d'Indonésie et de Thaïlande, qui luttent précisément contre les mêmes forces néolibérales oppressives que les zapatistes, bien que dans des circonstances très différentes et en partant d'une base sociale et culturelle très différente, sont exclus. À l'inverse, nombre de socialistes traditionnels considèrent les nouveaux mouvements comme naïfs et autodestructeurs, comme s'il n'y a rien d'intéressant à en apprendre. Les clivages de ce type divisent le mouvement, comme l'ont montré certains débats du récent Forum Social Mondial de Porto Alegre. L'accession au pouvoir du Parti des Travailleurs, qui a évidemment une base « ouvriériste » et cherche à étendre son influence par des moyens associés en partie à la gauche traditionnelle, rend le débat à la fois plus impérieux et plus urgent.

Cependant, ces divergences ne peuvent pas non plus être enfouies sous le concept assez nébuleux de « multitude » en mouvement. Il convient de les discuter autant politiquement qu'analytiquement. Sur ce dernier plan, la formulation de Luxembourg paraît extrêmement utile. L'accumulation du capital a en effet un double caractère. Mais les deux aspects de la reproduction élargie et de l'accumulation par dépossession sont organiquement liés, dialectiquement combinés. Il s'ensuit donc que les luttes dans le champ de la reproduction élargie (auxquelles la gauche traditionnelle accordait tant d'importance) doivent être envisagées dans leur relation dialectique avec

---

<sup>10</sup> E. Wolf, *Peasant Wars of the Twentieth Century*, HarperCollins, New York, 1969; Nash, *Mayan Visions..*; Morton, « Mexico... ».

<sup>11</sup> Une version particulièrement nette de cet argument est présentée par C. Hines, *Localization: A Global Manifesto*, Londres, Earthscan, 2000. Voir aussi Wignaraja (sous la dir. de). *New Social Movements...*

les luttes contre l'accumulation par dépossession, que les mouvements sociaux réunis dans les mouvements anti- ou altermondialistes considèrent comme plus importants. Si nous assistons actuellement à un basculement de priorité de l'accumulation par la reproduction élargie vers l'accumulation par dépossession, et si cette dernière se trouve au cœur des pratiques impérialistes, il s'ensuit donc que la pesée des intérêts au sein du mouvement anti- et altermondialiste doit reconnaître l'accumulation par dépossession comme la principale contradiction à prendre en compte. Mais ce faisant, il ne faut jamais ignorer la relation dialectique qu'elle entretient avec les luttes dans le champ de la reproduction élargie.

Mais cela repose un problème : les luttes contre la dépossession ne sont pas toutes également progressistes. Il suffit de considérer le mouvement des miliciens aux Etats-Unis ou les sentiments anti-immigrés dans certaines enclaves ethniques qui se battent contre les atteintes « étrangères » à ce qu'ils considèrent comme leurs droits à la terre les plus anciens et vénérables. Certains dangers menacent: une politique de la nostalgie par rapport à ce qui a été perdu pourrait prendre le dessus sur la quête des moyens nécessaires pour mieux satisfaire les besoins matériels des populations appauvries et opprimées; une politique locale exclusive pourrait prévaloir sur le besoin de construire une mondialisation alternative à des niveaux géographiques variés ; le retour à d'anciens modèles de relations sociales et de systèmes de production pourrait être posé comme une solution à la fuite en avant du monde. Il ne semble pas y avoir de réponses faciles à de telles questions.

Pourtant, il est souvent relativement facile de parvenir à un certain niveau de réconciliation. Considérons par exemple les arguments de Roy contre les investissements massifs pour la construction de barrages dans la vallée de la Narmada en Inde. Roy soutient la fourniture d'électricité bon marché aux populations rurales appauvries. Elle n'est pas une anti-moderniste. Sa ligne d'argumentation contre les barrages est la suivante : a) l'électricité est coûteuse par rapport à d'autres formes d'énergie, alors que les bénéfices agricoles (rarement mesurés) de l'irrigation semblent minimes; b) le coût écologique paraît énorme (encore une fois, il n'y a pas de tentative sérieuse de prendre en compte, encore moins de mesurer ce coût) ; c) l'énorme masse d'argent injectée dans ce projet profite à une petite élite de conseillers, d'ingénieurs, d'entreprises de construction, de producteurs de turbines, etc. (dont beaucoup sont étrangers, y compris l'ignoble Enron), et pourrait être beaucoup mieux dépensée ailleurs; d) tous les risques sont encourus par l'État, tandis que les profits des entreprises associées sont garantis; e) les centaines de milliers de personnes expulsées de leurs terres, privées de leur histoire et de leur gagne-pain, sont majoritairement d'origine indigène ou socialement marginalisées (dalit) ; elles ne perçoivent absolument aucune compensation et ne tirent aucun avantage de ces projets. On ne les a pas consultées ni même informées, et elles ont fini par se retrouver dans leurs villages, avec

de l'eau jusqu'à la taille, lorsque le gouvernement a fait remplir le barrage au cours d'une saison de mousson. Alors qu'il s'agit clairement d'une guerre particulière dans un lieu singulier, qui doit être menée de façon spécifique, son caractère général de classe est assez patent, tout comme l'est le processus « barbare » de dépossession<sup>12</sup>. Qu'un nombre aussi important que trente millions de personnes ait été déplacé, en Inde seulement, durant ces cinquante dernières années, en raison de projets de construction de barrages, témoigne tant de l'étendue que de la brutalité du processus. Mais la réconciliation évoquée au début de ce paragraphe dépend de façon cruciale de la reconnaissance du rôle politique fondamental de l'accumulation par dépossession comme pivot de la lutte des classes et de la perception que nous devrions en avoir.

A mon humble avis, les mouvements politiques, s'ils veulent avoir un quelconque impact macro et à long terme, doivent s'élever au-dessus de la nostalgie de ce qui a été perdu et même se montrer prêts à reconnaître les avancées pouvant résulter du transfert d'actifs par le biais de formes limitées de dépossession (par exemple, du fait de réformes agraires ou de nouvelles structures de prise de décision comme le partenariat dans la gestion forestière). Ils doivent également chercher à faire la part des aspects progressistes et régressifs de l'accumulation par dépossession, et viser à orienter les premiers vers un but politique plus général, ayant une portée plus universelle que les nombreux mouvements locaux qui refusent souvent d'abandonner leur propre particularité. Ce faisant, il faut cependant trouver les moyens de reconnaître l'importance des identifications multiples (fondées sur les appartenances de classe, de sexe, de lieu, de culture, etc.) qui sont à l'œuvre au sein des populations, les traces d'histoire et de traditions qui découlent de la façon dont elles se sont forgées en réponse aux incursions capitalistes, puisqu'elles se considèrent comme des êtres sociaux aux qualités et aspirations distinctes et souvent contradictoires. Autrement, le danger nous guette de répéter les erreurs de Marx, lorsqu'il rend compte de l'accumulation primitive, et de ne pas être en mesure de saisir le potentiel créatif que recèlent ce que certains considèrent avec mépris comme des relations sociales et des systèmes de production « traditionnels » et non capitalistes. D'une certaine façon, tant au niveau théorique que politique, il faut se donner les moyens d'aller au-delà du concept informe de « la multitude » sans tomber dans le piège réducteur de « ma communauté, ma localité, mon groupe social ». Par-dessus tout, le lien entre les luttes au sein de la reproduction élargie et contre l'accumulation par dépossession doit être assidûment cultivé. Heureusement, à ce niveau, le cordon ombilical entre les deux formes de lutte, qui réside dans les dispositifs institutionnels financiers soutenus par les pouvoirs étatiques (tels qu'ils sont incarnés et symbolisés par le FMI et l'OMC), a été clairement perçu. Ces deux organisations sont devenues assez justement la cible principale des mouvements de protestation. Le cœur du problème politique ayant été identifié aussi clairement, il

---

<sup>12</sup> Roy, *Power Politics...*

devrait être possible de construire à partir de là une politique de destruction créatrice plus ambitieuse, opposée au régime dominant de l'impérialisme néolibéral imposé au monde par les puissances capitalistes hégémoniques.

## **L'impérialisme en tant qu'accumulation par dépossession**

Lorsque Joseph Chamberlain a conduit la Grande-Bretagne à la guerre des Boers par l'annexion du Witwatersrand, au début du vingtième siècle, il était clair que les ressources d'or et de diamants en étaient la principale motivation. Pourtant, comme nous l'avons vu précédemment, la conversion de la Grande-Bretagne à une logique impérialiste découlait de son incapacité à trouver une quelconque solution interne aux problèmes chroniques de suraccumulation du capital. Cette incapacité était intrinsèquement liée à la structure de classe du pays qui entravait toute utilisation massive des capitaux excédentaires aux fins de réformes sociales et d'investissements d'infrastructure au plan national. La campagne de l'administration Bush pour intervenir militairement au Moyen-Orient doit beaucoup, de la même manière, au besoin de s'assurer un contrôle plus ferme sur les ressources pétrolières du Moyen-Orient. Le besoin d'exercer ce contrôle a progressé régulièrement depuis que le président Carter a énoncé pour la première fois la doctrine selon laquelle les États-Unis étaient prêts à utiliser des moyens militaires pour assurer le flux ininterrompu du pétrole moyen-oriental vers l'économie mondiale. Puisque les récessions au sein de l'économie mondiale sont corrélées avec les flambées des prix du pétrole, leur baisse généralisée peut être envisagée comme une tactique pour faire face aux problèmes chroniques de suraccumulation apparus durant les trois dernières décennies. Tout comme cela est arrivé en Grande-Bretagne à la fin du XIXe siècle, le blocage des réformes internes et des investissements infrastructurels en raison de la configuration actuelle des intérêts de classe a aussi joué un rôle crucial dans la conversion de la politique états-unienne en faveur d'une orientation de plus en plus ouvertement impérialiste. Il est par conséquent tentant de considérer l'invasion américaine de l'Irak comme le pendant de l'engagement britannique dans la guerre des Boers<sup>13</sup>, les deux marquant le début de la fin de leur hégémonie.

Cependant, les interventions militaires sont la pointe de l'iceberg impérialiste. La puissance de l'État hégémonique est déployée de façon caractéristique pour garantir et promouvoir les dispositifs institutionnels externes et internationaux grâce auxquels les relations asymétriques d'échange peuvent fonctionner ainsi au profit de cette puissance hégémonique. C'est en effet par de telles voies, qu'un tribut est extrait du reste du monde. Le libre-échange et des marchés des capitaux ouverts sont devenus les moyens principaux visant à avantager les puissances monopolistes basées dans les pays

---

<sup>13</sup> NDE Guerre des Boers : révoltes, à la fin du XIXe et au début du XXe siècle, des colons néerlandais contre la couronne britannique, pour acquérir leur indépendance.

capitalistes avancés, qui dominent déjà le commerce, la production, les services et la finance du monde capitaliste. C'est pourquoi le principal véhicule de l'accumulation par dépossession a été l'ouverture par la contrainte des marchés du monde entier grâce aux pressions institutionnelles exercées par le FMI et l'OMC, confortées par la faculté des États-Unis (et de l'Europe dans une moindre mesure) de dénier l'accès à son vaste marché aux pays qui refusent de démanteler leurs dispositifs protectionnistes.

Rien de tout cela n'aurait cependant acquis une telle importance sans les problèmes récurrents de suraccumulation du capital au sein de la reproduction élargie, qui se combinent à un refus politique de tenter de trouver la moindre solution à ces problèmes par des réformes à l'échelle nationale. L'importance croissante de l'accumulation par dépossession comme moyen d'y remédier, qui s'illustre par la montée d'une politique internationale fondée sur le néolibéralisme et les privatisations, coïncide avec des accès périodiques de dévalorisation prédatrice d'actifs dans telle ou telle partie du monde. Voilà ce qui semble bien être le cœur des pratiques impérialistes contemporaines. En bref, la bourgeoisie états-unienne a redécouvert ce que son homologue britannique avait expérimenté durant les trois dernières décennies du XIXe siècle, et qu' Arendt présente ainsi : « le péché originel de pillage pur et simple qui avait permis (...) "l'accumulation originelle du capital" (Marx) (...) allait finalement devoir se répéter si l'on ne voulait pas voir soudain mourir le moteur de l'accumulation<sup>14</sup>. » Dans une telle perspective, le « nouvel impérialisme » ne se contente-t-il pas simplement de revisiter l'ancien, certes dans des conditions géographiques et historiques différentes? Il nous reste encore à évaluer s'il s'agit d'une conceptualisation adéquate des choses.

---

<sup>14</sup> Arendt, *Les Origines...*, p. 402.